

«Les filles sont aujourd'hui plus diplômées que les garçons»

Les femmes sont les grandes perdantes des récentes mutations économiques qui ont affecté le marché du travail. Entretien avec Margaret Maruani, première professeure en études genre nommée à l'Université de Genève

«**Campus: Vous êtes la première professeure de l'Université de Genève dans le domaine des études genre. Que change la création de ce poste?**

► *Margaret Maruani:* Elle témoigne en premier lieu d'une volonté de développer ce domaine créé il y a dix ans et d'affirmer sa place au sein de l'enseignement et de la recherche académiques, une place légitime et reconnue. Les problématiques liées à l'égalité entre les sexes ne constituent pas un domaine marginal. Le genre est un axe de réflexion qui traverse l'ensemble des sciences économiques et sociales. Ce n'est pas une question parmi d'autres, c'est un des éléments structurants du fonctionnement de la société.

Selon un indicateur mis au point par l'Union syndicale suisse, au même âge et à formation égale, les femmes gagnent entre 3,4 et 21,2% de moins que les hommes. Comment analysez-vous ce résultat?

► Le problème est archiclassique. Dans tous les pays occidentaux, les salaires féminins sont inférieurs à ceux des hommes, avec une différence qui va de 15 à 30% selon les pays et les manières de compter. Cet état de fait me semble d'autant plus injustifiable que le niveau d'instruction des filles est aujourd'hui supérieur à celui des garçons dans de nombreux pays européens.

Cette situation est plutôt favorable aux employeurs. Dès lors, comment inverser la tendance?

► Il n'y a pas de pente naturelle vers le progrès. Si on ne fait rien, il ne se passera rien. Actuellement, il existe des directives

européennes et des législations nationales qui défendent le principe d'un salaire égal pour un travail égal. Le problème, c'est que dans la majorité des cas il n'y a pas travail égal. Aussi longtemps qu'il existera de la ségrégation sur le marché du travail, qu'hommes et femmes n'occuperont pas les mêmes postes, ne travailleront pas dans les mêmes branches et les mêmes métiers, il sera impossible de parler de réelle égalité.

A cet égard, il semble justement que si les femmes travaillent désormais davantage, c'est dans un éventail de métiers qui reste très réduit...

► En effet. L'éventail des professions qui semblent envisageables pour une femme demeure beaucoup plus restreint que pour un homme. Je ne connais pas les chiffres pour la Suisse, mais en France, près de 60% des femmes actives se répartissent dans six professions: employées de la fonction publique, des entreprises, du commerce, personnels de service, institutrices et professions intermédiaires de la santé. Nombre d'entre elles connaissent des conditions de travail et d'emploi dégradées qui les conduisent

vers une paupérisation croissante. Premières à pâtir de la dérégulation que connaît le monde du travail depuis le milieu des années 1970, elles sont ainsi très nombreuses parmi les «working poor», ces salarié-e-s qui travaillent sans parvenir à gagner décemment leur vie. Face à ce type de situation, on est en droit de s'interroger sur le sens de nos sociétés dites «riches», mais qui ne cessent de créer de la pauvreté.

On ne découvre pas ces problèmes aujourd'hui. Pourquoi les choses sont-elles si lentes à changer?

► Il y a un problème de visibilité sociale. Le fait que dans tous les pays les femmes soient davantage au chômage que les hommes n'est jamais répercuté dans les statistiques diffusées par les médias: on parle du chômage des plus de 50 ans, des moins de 25 ans, des cadres, des diplômés ou des non-diplômés... Mais on ne donne jamais la proportion respective d'hommes et de femmes sans emploi, sauf peut-être le 8 mars, durant la Journée internationale des femmes. Aux yeux des médias, tout se passe comme si le chômage des femmes n'était

Bio express

Margaret Maruani, 51 ans, est née à Tunis. Après une maîtrise d'allemand et un diplôme en sciences politiques à Paris, elle effectue un doctorat en sociologie avant d'enseigner la sociologie du travail au Conservatoire national des arts et métiers. Entrée en 1983 au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), elle y dirige le groupe de recherche européen MAGE (Marché du travail et genre en Europe), ainsi que la revue *Travail, genre et société*. Depuis octobre 2005, elle

est titulaire du premier poste de professeur en études genre jamais créé à l'Université de Genève. Mariée et mère d'une fille de 26 ans, Margaret Maruani s'est donné pour règle de ne jamais travailler le soir ni le week-end.



Olivier Vogelsang

pas un vrai problème. Dans beaucoup d'esprits, il y a l'idée que pour une femme le chômage est moins grave. Et ça, c'est intolérable.

La responsabilité de l'école est souvent mise en avant dans les questions d'égalité. Joue-t-elle pleinement son rôle dans ce domaine, à votre sens?

› Du point de vue de l'égalité des sexes, l'école est probablement le secteur qui avance le plus. Et c'est fondamental. Le fait que dans la plupart des pays européens les filles sont plus diplômées que les garçons est une vraie révolution. Cela aurait été inimaginable il y a un siècle, quand on se battait encore pour que les femmes puissent entrer à l'université. Aujourd'hui, un certain nombre de disciplines qui étaient autrefois essentiellement masculines, comme le droit, la médecine ou les sciences économiques, sont devenues mixtes. Malheureusement, cette mutation n'a pas été si rapide au sein de la famille ou du monde

professionnel. Ces jeunes diplômées des grandes écoles semblent en effet s'évanouir dans le monde du travail. En règle générale, on compte aujourd'hui davantage d'étudiantes que d'étudiants au sein des universités. Et dans certaines disciplines, le déséquilibre est devenu flagrant. Cependant, plus on avance dans la carrière académique, plus le nombre de femmes diminue. Déjà nettement moins nombreuses à décrocher un statut d'assistante, elles sont très rares à parvenir au sommet de la hiérarchie.

Comment expliquer cette dilution?

› Il y a des éléments à prendre en compte dans la pratique quotidienne et la façon de travailler à l'université. Les procédures de recrutement, de sélection, de gestion des carrières constituent un mode de fonctionnement qui privilégie les façons de faire des hommes.

Les résultats d'une récente enquête menée pour le compte du Fonds national

suisse de la recherche scientifique suggèrent que les femmes s'interdisent souvent de postuler par manque de confiance. Qu'en pensez-vous?

› Je dirais qu'elles s'autocensurent peut-être davantage, mais c'est plus par réalisme que par manque de confiance. Connaissant les règles du jeu, elles savent que leurs chances d'aboutir sont moindres. Elles sont souvent convaincues que pour être retenues, il leur faudra en faire plus que les hommes en termes de publications et d'enseignement. Cela n'a toutefois rien à voir avec la prétendue douceur de la nature féminine. On prétend souvent que les femmes n'aiment pas le pouvoir, mais c'est d'abord et surtout parce que les hommes ne veulent pas le lâcher. Quand au manque de confiance ou à l'absence de volonté de pouvoir, songez à Golda Meir, Margaret Thatcher ou Angela Merkel... ■

Propos recueillis par Vincent Monnet

